

Circulaire n° 2001-57 du 25 juillet 2001 relative à l'aménagement et réduction du temps de travail dans les services

14. Suivi

Un comité national de suivi est créé afin d'assurer le suivi, tant au plan national que des services, de la mise en œuvre des dispositions de la présente instruction. Son fonctionnement est organisé ainsi :

Missions :

Accompagner la mise en œuvre de la réduction du temps de travail et son aménagement dans un esprit de négociation sociale régulière, à travers l'observation des pratiques et la proposition de solutions ou d'actions complémentaires.

Evaluer les effets de la réduction du temps de travail et de son aménagement sur les conditions de travail des agents, la qualité du service rendu et les conditions du maintien des revenus des agents.

Attributions :

Suivre le déroulement des concertations locales en vue de la mise au point des règlements intérieurs des services, dans le courant du deuxième semestre 2001, telles qu'elles sont définies par le chapitre de la présente instruction-cadre relatif à la concertation locale. Ce suivi prendra la forme d'avis formulés par le comité à partir des demandes d'avis sur la mise en œuvre de l'accord-cadre qui lui seront soumis. Ces demandes d'avis pourront émaner soit des chefs de service, soit du président du comité de suivi, soit des représentants des fédérations syndicales nationales membres du comité de suivi. Ce suivi pourrait, en outre, prendre la forme d'un tableau de bord de pilotage indiquant l'avancement des services, la typologies des règlements intérieurs en fonction des points de l'instruction nécessitant des précisions au vu des demandes d'avis évoquées ci-dessus.

Suivre la mise en œuvre des règlements intérieurs des services à partir des demandes d'avis transmises, soit à l'initiative des chefs de service, soit à l'initiative du président du comité de suivi, soit à l'initiative des représentants des fédérations syndicales nationales membres du comité de suivi sur :

- les points qui rencontrent des difficultés d'application ;
- les dispositions éventuellement non prévues dans l'instruction.

Suivre les effets de l'ARTT sur le droit syndical et proposer, selon les cas, des précisions ou interprétations complémentaires, voire des actions d'accompagnement (formations...).

Proposer le cas échéant des ou d'autres actions pour mesurer les conséquences qu'entraînent les nouvelles organisations du travail sur les conditions de travail des agents et la qualité du service rendu.

Composition

La composition du comité de suivi doit prolonger l'esprit de la négociation qui a débouché sur la présente instruction. Le comité de suivi sera constitué en commission spéciale provisoire émanant du CTPM. Elle sera mise en place jusqu'au 31 décembre 2003. Cette instance sera ainsi constituée de représentants de l'administration et de représentants des fédérations syndicales nationales représentées au CTPM. Des suppléants seront désignés ; ils remplaceront le titulaire en cas d'empêchement de celui-ci.

Les fédérations syndicales nationales seront représentées selon les mêmes proportions que celles prévalant au sein du comité technique paritaire ministériel.

Le comité de suivi sera présidé par le directeur du personnel et des services ou, en son absence,

par le directeur adjoint chargé de la modernisation et de la déconcentration.

Fréquence des réunions :

Le comité se réunira au minimum deux fois pendant le second semestre de 2001, sur convocation du président. Par la suite, il se réunira au moins deux fois par an, sur convocation du président. Toutefois, si l'ensemble des fédérations syndicales nationales membres du comité de suivi le demandent, une réunion supplémentaire pourra être organisée.

Ordre du jour :

L'ordre du jour est fixé par le président du comité de suivi. Les fédérations syndicales nationales membres du comité de suivi peuvent demander l'inscription de points à l'ordre du jour.